



La place des opérations extérieures pour le Royaume-Uni : un modèle en pleine mutation

Suivant l'engagement des États-Unis en Afghanistan puis en Irak, le Royaume-Uni s'est depuis 2001 pleinement investi dans les opérations extérieures liées à la lutte contre le terrorisme. Depuis quelques années, Londres revoit cependant son modèle expéditionnaire, en cherchant à rationaliser au maximum ses engagements extérieurs et l'emploi de ses forces armées.

Un allègement des opérations extérieures

De la fin de la guerre froide à 2014, Londres a dépensé 44,7 milliards d'euros dans ses opérations extérieures, selon une étude du *Royal United Service Institute*. 84% de ces dépenses sont à imputer aux campagnes d'Irak à partir de 2003 (12,4 milliards €) et d'Afghanistan à partir de 2001 (26,4 milliards €). Par ailleurs, selon l'Agence européenne de Défense, la part des dépenses en opérations et en maintenance représentait en 2012 38,2% du budget de la défense¹.

Pour autant, les opérations extérieures tendent aujourd'hui à déployer moins de personnel. Sur les quelque 140 000 militaires que comptent actuellement les forces armées britanniques, seuls 4 000 seraient déployés à l'étranger². Un chiffre qui contraste avec le pic des 10 000 soldats engagés en Afghanistan en 2009. Par ailleurs, le rôle des soldats déployés à l'étranger se concentre de plus en plus sur la formation (Afghanistan et Irak actuellement) et sur le soutien (en Afrique de l'Est auprès des Casques bleus) des forces alliées.

Une présence *light footprint*³ tout azimut

Le contexte actuel, rythmé par le retrait futur du pays de l'Union européenne, le déplacement du pivot stratégique américain vers l'Asie ou encore la crise ukrainienne, devraient cependant pousser le Royaume Uni à assumer un plus grand rôle dans la sécurité internationale. Une augmentation du nombre d'opérations extérieures britanniques semblerait donc logique dans les années à venir.

Ainsi, tandis qu'elle décide de réduire le poids de ses opérations extérieures, Londres entend maintenir une présence militaire *light footprint* dans différentes régions considérées comme instables ou menacées : 450 militaires en Afghanistan, quelques centaines en Irak, moins de 300 en Afrique de l'Est, etc. Suivant une politique similaire à celle des Américains, Londres a pour objectif de prévenir l'aggravation d'une zone de crise, tout en limitant sa présence militaire sur le terrain.

Des forces expéditionnaires en mutation

Afin de compenser la baisse des effectifs déployés sur les nouveaux théâtres, Londres cherche à adapter ses engagements en orientant ses forces vers une meilleure capacité de projection et vers une flexibilité accrue. En 2012, le secrétaire à la Défense Philip Hammond a dévoilé le plan *Future Force 2020*, un plan de restructuration des forces armées, résolument tourné vers une meilleure adaptation de la projection de forces sur les théâtres extérieurs. Ce plan prévoit notamment pour l'*Army* la création des trois nouvelles forces : la *Reaction Force*, l'*Adaptable Force* et la *Force Troops Command*. La *Reaction Force* devra pouvoir se déployer très rapidement sur un théâtre, tandis que l'*Adaptable Force* sera, à terme, entièrement régionalisée, avec une attribution géographique pour chacune de ses brigades. Pour cela, les Britanniques peuvent compter sur leurs bases militaires situées à Chypre, au Kenya ou encore au Sierra Leone.

Parallèlement se met en place une force expéditionnaire permanente interarmées franco-britannique (*Combined Joint Expeditionary Force* ou CJEF), prévue par les accords de *Lancaster House* signés en novembre 2010. Cette force, encore en formation, mène régulièrement des exercices (*Griffin Strike* en 2016). L'objectif est de disposer à terme d'une force pleinement opérationnelle, composée d'éléments prêts à être projetés conjointement dans des délais très courts.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, Londres ne cesse d'adapter sa politique de défense aux enjeux sécuritaires et géostratégiques du moment : effort sur le nucléaire durant la guerre froide, renforcement de la projection de troupes après 1991, engagements massifs dans la « guerre contre le terrorisme ». Aujourd'hui, face à un contexte budgétaire et sécuritaire difficile, Londres se lance dans une forme de rationalisation de ses opérations extérieures. Reste à savoir si ce nouveau modèle répondra aux exigences de sécurisation des zones de crise, ou s'il faudra revenir à des politiques de projection plus massive, qui impliquent des contingents plus larges.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

¹ En France, elle représentait 16,9% du budget de la défense.

² Contre 10.000 pour l'armée française.

³ C'est-à-dire à empreinte militaire limitée au sol.